

Plan de classement

- ∨ Fonds de la fonderie Baudin à Toulouse-le-Château et Sellières, et de la famille Monnier, avec documents sur les forges de Syam, Bourg-de-Si...
- ∨ Archives industrielles de la Fonderie.
- ∨ Société coopérative de la fonderie de Baudin.
- ∨ Compagnie de sapeurs-pompiers.
- ∨ Archives de la famille Monnier et alliés.
- ∨ Société Saint-Vincent-De-Paul.
- ∨ Fonds annexes de la fonderie de Baudin.



Accéder au visualiseur des médias : 1 média

Fonds de la fonderie Baudin à Toulouse-le-Château et Sellières, et de la famille Monnier, avec documents sur les forges de Syam, Bourg-de-Sirod (Jura) et Rochejean (Doubs).

Cote :

110J

Date :

1686-1961

Communicabilité :

Les documents du fonds Baudin sont librement communicables conformément aux clauses édictées par Madame de Labriffe lors des dons des fonds industriel et familial dont elle était propriétaire. Cependant, certains documents peuvent être incommunicables en raison de leur état matériel ; ces restrictions sont indiquées sur l'inventaire papier et en ligne.

Communicable

Institution ou personne ayant produit les documents : Service versant : Personnes physiques ou morales privées
Service producteur : Personnes physiques ou morales privées

Modalités d'entrée :

Don avec entrée du fonds industriel le 19 et 20 avril 2006 avec ajout 26 novembre 2006 ; complément (fonds familial), 17 et 18 avril 2014.

Biographie ou histoire institutionnelle :

Avant de devenir un site industriel majeur du département du Jura, Baudin, un hameau de de Toulouse-le-Château proche de Sellière, à 15 km environ de Lons-le-Saunier, abrita d'abord un moulin à grain dont la présence serait attestée dans les archives du château d'Arlay dès 1415. Jacques-François Menault de Bontemps en était le propriétaire tandis que le sieur Jeannin en était l'exploitant à la fin de l'Ancien Régime. La Révolution survint. Bontemps fut alors dessaisi de ses biens au profit de la Nation au titre des lois sur les émigrés^[1]. Claude-Joseph Morel et Claude Jobez se portèrent acquéreurs de ce bien national le 12 germinal an II. Ces derniers étaient déjà associés dans la gestion des forges de Bourg-de-Sirod, et aussi du haut-fourneau de Frontenay, dont ils s'étaient également portés acquéreurs sur le marquis de Montrichard^[2], seigneur de Frontenay, également émigré. Ils obtinrent du Comité de salut public la translation du fourneau de Frontenay au moulin de Baudin, par décision du 18 messidor an II. La construction du fourneau sur le site de Baudin put alors débuter.

L'usine commença à prospérer grâce aux commandes des administrateurs révolutionnaires qui devaient équiper urgemment d'armes et d'obus Garde nationale et armée. Claude-Joseph Morel décéda à Bourg-de-Sirod, le 4 mai 1797. Peu de temps auparavant, celui-ci avait anticipé sa succession en dissolvant son association avec Claude Jobez au profit de sa sœur Marie-Amable. Ces derniers gèrent alors ensemble les forges de Bourg-de-Sirod, Syam, Rochejean et Baudin.

Le fourneau de Baudin poursuivit sa progression, sans pour autant que l'activité meunière ne cessât complètement, afin d'assurer l'approvisionnement en pain aux ouvriers de plus en plus nombreux sur le site. Le moulin s'arrêta en 1842, le débit du cours d'eau étant insuffisant pour faire fonctionner à la fois le moulin et le fourneau devenu prioritaire.

Cependant, une menace de cessation d'activité pesa sur le site de Baudin. En effet, le conseil municipal de Lons-le-Saunier prit une délibération demandant aux autorités la fermeture du fourneau^[3] en 1810. Les dégagements de fumée de ce dernier occasionnaient une gêne et sa consommation excessive de bois menaçait de pénurie de bois de chauffage les habitants de la ville préfecture. Cette demande ne fut néanmoins pas suivie d'effet.

La licitation de l'usine intervint l'année suivante, en 1811. En effet, après plusieurs années de discorde entre Marie-Amable Morel et Claude

Jobez, propriétaires des usines de Baudin, Syam, Bourg-de-Sirod et Rochejean, ces derniers s'étaient mis d'accord sur le partage de ces dernières. Claude Jobez prit alors la possession exclusive des forges de Syam, et des fourneaux de Rochejean et Baudin. Il confia l'administration de cette dernière à son gendre, Marie-Etienne Monnier, qui avait épousé Adélaïde Jobez en 1800, alors qu'il était avocat à Poligny. Afin d'assurer l'avenir de la société, Claude Jobez partagea ses biens de son vivant en 1825. Un tiers revint à Adélaïde tandis que les deux autres tiers revinrent à Emmanuel, frère d'Adélaïde. Celui-ci s'associa à Marie-Etienne Monnier pour gérer les deux sites industriels de Syam et Baudin. Emmanuel ne s'intéressa pas vraiment aux affaires, préférant voyager et se cultiver. Il laissera Marie-Etienne Monnier gérer réellement les deux sites.

Le décès accidentel d'Emmanuel en 1828 précipita la succession de ces deux sites. La propriété de Syam fut acquise par les enfants d'Emmanuel, tandis que la propriété de Baudin fut attribuée à Adélaïde Jobez-Monnier. Marie-Etienne Monnier resta le tuteur des enfants Jobez. Ceci lui permit de conserver l'administration des deux sites majeurs de la métallurgie jurassienne, tout en devenant un acteur notable de la vie politique du Jura en étant élu au Conseil général du Jura et ayant même été sous-préfet de Poligny par intérim.

Pendant ce temps, l'essor industriel des sites et leur aménagement se sont poursuivis. Baudin produisait alors essentiellement la fonte utile à la production des fers de fenderie des forges de Syam. De nouveaux bâtiments furent construits, notamment une sablerie, mais avant tout un nouveau haut-fourneau pour augmenter les rendements, ainsi qu'un cubilot. Les minerais provenaient alors surtout du Jura, à commencer par les mines directement exploitées par la société Monnier-Jobez, mais également des bassins miniers stéphanois ou lorrains.

Marie-Etienne Monnier souhaita remettre la gestion de l'affaire à son fils aîné, Marcel, polytechnicien. Ce dernier porta un intérêt certain pour la gestion réelle de l'usine, tout comme ses plus jeunes frères, Léon et Edmond. Il fut à l'origine de l'idée de développer un lien social entre la direction et les ouvriers. Proche de Charles Fourier, il tenta de convaincre son père de mettre en pratique ses théories économiques et sociales à l'usine de Baudin. Il acquit alors le domaine de Cîteaux (Côte d'Or) afin d'y établir un phalanstère. L'exploitation agricole de ce domaine fut l'occasion d'y appliquer les idées fouriéristes sur l'organisation communautaire du travail. C'est alors que l'on vit apparaître à Baudin, un début de travail coopératif entre les ouvriers et la construction des premiers logements ouvriers sur le site même de Baudin.

Marie-Etienne Monnier décéda le 21 mai 1849. Il avait pris soin de partager ses biens entre ses six enfants. Une première crise de la métallurgie comtoise, face à la concurrence de leur voisins bourguignon, alsacien et lorrain, poussa Adélaïde Jobez, encore propriétaire de Baudin, à vendre son bien à son fils benjamin, Edmond ; Marcel s'établit à Arbois avec son épouse et Léon, le cadet, reprit la ferme familiale et ancestrale aux Planches-en-Montagne, berceau des Monnier. Edmond Monnier prit alors la gestion de l'usine, surmontant avec difficulté la crise majeure de la métallurgie française qui vit la concurrence anglaise s'intensifier. Cette crise entraîna l'arrêt définitif du haut fourneau de l'usine en 1866. Cette fermeture permit à la fonderie de redéfinir sa production en privilégiant les produits manufacturés qui allaient faire sa renommée française et européenne ; la production de fourneaux, cuisinières et autres ustensiles ménagers accrut la popularité de l'usine. Cette dernière produisit également des objets plus inattendus qui rencontrèrent un beau succès, comme les éléments décoratifs de balcons ou jardins, les croix de calvaires ou les équipements pour les adductions d'eau qui se multipliaient dans les communes. Le cygne ou les lions agrémentant aujourd'hui les places et les fontaines lédoniennes et de nombreuses localités du Jura sont encore bien présents pour le rappeler.

Edmond Monnier, sans doute avec le souvenir des activités fouriéristes de son frère aîné, mais aussi pour légitimer son action politique de conseiller général, décida d'améliorer la vie de ses salariés. Il continua de développer le logement ouvrier ainsi que les infrastructures permettant aux ouvriers et à leur famille de pouvoir vivre avec un certain bien-être matériel. En plus de leur offrir le logement et un jardin attenant, il leur permettait de se chauffer gratuitement. Les soins médicaux étaient également pris en charge par l'usine. Quelques religieuses étaient en permanence à l'usine pour procéder aux soins infirmiers nécessaires.

Il créa une école dirigée par des religieuses pour les enfants garçons comme filles, qu'il rendit obligatoire et gratuite bien avant la loi républicaine de 1882. Avec son fils André, qui reprendra l'usine à son compte à son décès, Edmond Monnier permit l'ouverture d'une coopérative ouvrière. Elle offrait aux habitants de Baudin la possibilité de se ravitailler à moindre frais en produits en tout genre. Une monnaie locale avait même été mise en place pour le règlement des achats. Les diverses propriétés des Monnier permettaient également aux ouvriers de se procurer facilement les denrées de première nécessité produites dans la ferme de Taravant à Champagnole ou au domaine viticole du Sorbief à Arbois. Ainsi le maître de forges entendait-il sédentariser une main d'œuvre réputée encline à s'embaucher d'une usine à l'autre et de ce fait instable autant du point de vue moral que matériel.

Enfin, sous l'influence de son épouse Bathilde de Baudicour, Edmond fit construire une chapelle de style néogothique à proximité immédiate des installations de l'usine. Son neveu, Adrien Gréa, dit Dom Gréa, trouva d'ailleurs refuge dans cette chapelle où une maîtrise vit le jour à des fins d'éducation religieuse. Son propre fils, Laurent Monnier, fut ordonné prêtre dans cette chapelle en 1871. Ce dernier devint évêque de Troyes en 1907. Dans la même lignée architecturale, Edmond Monnier fit édifier sa maison de maître, "château" dont l'architecture illustre son implication dans le monde artistique.

Les propriétaires successifs de la fonderie de Baudin établirent un magasin à Lons-le-Saunier. Ce dernier servait de lieu de démonstration pour les acheteurs, mais surtout d'entrepôt pour la marchandise avant expédition. En effet, la famille Monnier n'avait pas eu les autorisations nécessaires à la construction d'une voie de chemin de fer jusqu'à l'usine de Baudin à la fin du XIXe siècle. Or, pour la prospérité de l'entreprise l'accès à une telle infrastructure devenait indispensable à la commercialisation des fourneaux et autres produits. Les Monnier installèrent donc un entrepôt non loin de la gare de Lons-le-Saunier, pour stocker puis expédier facilement la production. Ceci demandait une logistique spécifique et une comptabilité matière précise. De fait, états et inventaires de marchandises sont les principaux types de documents conservés^[4] sur l'activité de ce site annexe de Baudin.

André Monnier, fils d'Edmond, était un grand amateur de chevaux de courses dont il fit commerce. Tout comme ses oncles et son père, il eut également une activité publique comme conseiller général. Au décès de son père, il perpétua la bonne marche de l'usine. Cependant, les difficultés économiques, notamment la fluctuation permanente du marché de la métallurgie, continuèrent à fragiliser la fonderie. André peina à

trouver de nouveaux débouchés et des idées pour des produits novateurs face à ses concurrents. La Première Guerre mondiale permit à l'usine de trouver un nouveau souffle. L'armée avait en effet besoin de ses services pour produire toujours plus d'obus. Mais cette "opportunité" fut de courte durée, et la mobilisation générale et la mort au front de nombreux de ses ouvriers, mirent l'usine en grande difficulté.

Au décès d'André, son fils aîné Laurent reprit l'administration de l'usine. Ce dernier avait une grande sensibilité artistique. Il eut l'idée de proposer les services de l'usine à plusieurs artistes afin de collaborer à des projets artistiques. Bibliophile averti, il s'associa notamment à l'artiste suisse François-Louis Schmied et son fils Théo. Ensemble, ils créèrent des œuvres monumentales en émail dans le style Art Déco. Ainsi, le *Chevalier normand* orna les portes de la chapelle du paquebot *le Normandie*. Il semblerait que certaines œuvres eurent également orné le Palais des Nations de Genève ou le pavillon français du Rockefeller Center à New York. Les ambitions de Laurent pour cette nouvelle activité furent arrêtées par la Seconde Guerre mondiale. L'activité déclina alors peu à peu, jusqu'à la cessation définitive de l'usine en 1959 qui marqua la fin d'une épopée industrielle ancienne de près de deux siècles.

L'histoire du site de Baudin est intrinsèquement liée aux forges de Bourg-de-Sirod, Syam et au fourneau de Rochejean dont la propriété a été un temps partagée au sein de la famille Jobez-Monnier. Des documents concernant ces différents sites industriels sont donc présents dans le fonds Baudin^[6].

Forges de Bourg-de-Sirod

L'existence des forges de Bourg-de-Sirod serait attestée à partir du XIV^e siècle, propriété des seigneurs de Châteauvillain, dont le château est situé au-dessus de la localité^[6]. Le 1^{er} février 1724, un arrêt du Conseil d'État permit au seigneur de rétablir forges et fourneau sur le site. Le 21 septembre 1779, un bail emphytéotique^[7] de 29 ans fut signé entre Charles Léopold comte de Stain de Joux de Watteville, seigneur de Châteauvillain, Sirod et Foncine, à Alexandre Jeannet, à son fils Jean-Louis ainsi qu'à l'épouse de ce dernier, Marie-Amable Morel. Cette dernière est également la sœur de Claude Joseph Morel, qui devint directeur et maître de ces mêmes forges et qui se serait associé à Claude Etienne Jobez dans un acte de société signé le 24 juillet 1785^[8].

Après le séquestre par la Nation des dites forges au moment de la Révolution française, Claude Jobez semble être devenu propriétaire d'une grande partie de la forge, par un acte du 4 prairial An VIII, non retrouvé à ce jour. Il aurait alors laissé l'exploitation à Marie-Amable Morel et à son nouvel époux, Claude Boutaud.

Les bâtiments des forges de Bourg-de-Sirod furent touchés par un incendie le 16 fructidor An XI, et seule la maison du directeur semble avoir été conservée. Claude Jobez finit par racheter la totalité des bâtiments le 10 germinal An XII^[9]. C'est sans doute après des distorsions et conflits avec Marie-Amable Morel, avec laquelle il détenaient également les forges de Baudin, que Claude Jobez laissa à celle-ci la propriété exclusive des forges de Sirod vers 1811^[10]. Claude Boutaud, son mari, dirige alors l'usine, mais des difficultés l'entraînèrent à faire appel à son petit-neveu par alliance, Jean Nicolas Liefroy, avocat puis magistrat. Geneviève Liefroy née Jobez, mère de ce dernier, et elle-même nièce directe et seule héritière de Marie-Amable Morel, devint propriétaire des forges dès 1838 à la mort de sa tante. Jean Nicolas Liefroy fut propriétaire à son tour en 1851, au décès de sa mère.

La crise qui touchait alors les forges comtoises força ce dernier à vendre la société exploitante des forges de Bourg-de-Sirod à la Société des Hauts Fourneaux, fonderies et forges de Franche-Comté^[11]. Son fils, Charles Aimé Liefroy reprit le flambeau de la direction du site de Bourg, mais laissa rapidement sa place aux autres administrateurs de la société comtoise, appelée alors Société des Forges de Franche-Comté, qui fusionna elle-même après 1945 à EDF. Cette entreprise continue encore d'exploiter la chute d'eau de l'Ain pour une centrale hydroélectrique. Le site lui-même resta propriété de la famille Liefroy, puis par alliance, aux descendants de la famille Favier.

Les documents inventoriés dans ce fonds Baudin, ont été retrouvés au fur et à mesure du tri et du classement du fonds principal de l'entreprise des fonderies de Baudin ainsi que lors du classement des archives familiales Monnier. Il s'agit surtout de correspondance entre les personnes impliquées directement dans la gestion des forges de Bourg-de-Sirod.

Fourneau de Rochejean (Doubs)

Situé dans le département du Doubs, des forges existent dans le village de Rochejean au moins depuis 1649^[12]. Ces mêmes forges ont été adjudgées en tant que bien national^[13] le 23 mars 1792 au profit de Lombard fils aîné et frères, de Jougne, et de Vincent Minari et Cie, négociant à Pontarlier. Claude Jobez acheta par adjudication les terres et bois de l'abbaye de Sainte-Marie, notamment le domaine de Montorge^[14], autour des forges de Rochejean contre les sieurs Lombard et Minari, les privant ainsi d'une ressource en combustibles essentielle et de minerai. Il semblerait que la famille Jobez (Emmanuel et Adélaïde pour le compte de la société familiale ?) se fût porté acquéreuse des forges de Rochejean en 1809 advenues entre temps au sieur Perrad, industriel et homme politique de Morez. Une autorisation préfectorale^[15] d'exploitation confirme la propriété de Claude Jobez et fils en 1812.

Les fers de laminoir et de fenderie qui sortaient alors du haut-fourneau des forges de Rochejean, tout comme ceux de Baudin, servaient de matières premières à la production des forges de Syam, également propriété des Jobez. Une partie du minerai utilisé provenait de la mine qui avait été ouverte à proximité. Rochejean et Baudin furent surtout administrés par Marie-Etienne Monnier, gendre de Claude Jobez et fin négociant et commerçant. Emmanuel Jobez préféra se consacrer à la recherche et à la modernisation technique de la production des différents sites qui composaient la société Jobez et fils.

La mort accidentelle d'Emmanuel en 1828 puis celle de Claude Jobez en 1830, virent les enfants d'Emmanuel, Alphonse, Charles et Ernestine devenir à leur tour propriétaires des forges de Rochejean. Celles-ci, victimes d'un incendie en 1843, furent définitivement éteintes en 1846 avant que Charles et Alphonse ne pussent sauver l'établissement de la crise que la métallurgie comtoise traversait alors. La production de fonte grâce au bois n'était plus rentable face à la concurrence anglaise au coke, moins chère.

Forges de Syam^[16]

Les forges de Syam, exploitées au XVIII^e siècle par la famille Péry pour le compte des seigneurs de Châteauvillain, les Watteville, furent achetées en 1810 par Claude Jobez après que ce dernier eut prêté de l'argent à Charles Joseph Péry, alors propriétaire du site, en ayant apposé une hypothèque sur les biens de ce dernier en 1808. Claude Jobez laissa son gendre et associé, Marie-Etienne Monnier, ainsi que son fils, Emmanuel Jobez, administrer les lieux.

Sur l'initiative de Marie-Etienne Monnier, une nouvelle usine fut construite à partir de 1813^[17] de l'autre côté de l'Ain. La nouvelle forge employait une quarantaine d'ouvriers et impliquait l'exploitation d'une grande partie des forêts environnantes. La matière première utilisée par cette forge était directement produite par les fonderies de Baudin et Rochejean. Dès lors, Claude Jobez entreprit à Syam la construction d'une grande maison de maître, dite "le Château", édifiée par l'architecte Denis-Philibert Lapret. Les forges de Syam semblent ensuite avoir été totalement administrées et modifiées par Marie-Etienne Monnier, en qui Claude Jobez avait une totale confiance quant au bon fonctionnement de l'usine.

Emmanuel Jobez semblait davantage passionné par la politique et la littérature que par la gestion de l'usine. Cependant, associé aux affaires par son père, il décida de la création d'une villa du style des édifices de Palladio dès 1825 sur le site de Syam, à quelques mètres de celle que son père fit bâtir quelques années auparavant. Il s'inspirait directement des voyages qu'il avait eu l'occasion d'effectuer en Italie. C'est l'architecte bisontin Champonnois qui fut choisi pour la réalisation de ce projet. Emmanuel décéda en 1828 sans avoir eu le temps de découvrir et vivre dans cette villa au style singulier pour la Franche-Comté.

Peu de temps avant la mort accidentelle d'Emmanuel, Claude Jobez avait donné toute la propriété de Syam à son fils. Cette dernière revint donc ensuite aux enfants d'Emmanuel, Alphonse, Charles-Auguste et Ernestine. Leur oncle, Etienne Monnier, tuteur des enfants, poursuivit le travail accompli aux forges de Syam, sous le contrôle aiguisé d'Eugénie, épouse d'Emmanuel, afin d'assurer la prospérité de la famille et du nom de Jobez.

Au grand dam d'Adélaïde Monnier-Jobez, leur tante et épouse d'Etienne, Charles-Auguste s'intéressa davantage à une carrière militaire et s'installa avec son épouse aux Essarts, autre propriété familiale des Jobez. Alphonse, comme son père, préféra les voyages et la politique à la gestion des forges. Il ne reprendra cette activité à son compte qu'à partir de 1848 au décès de son oncle, laissant ainsi se poursuivre l'aventure industrielle commencée sur ce site et qui se poursuivit pendant de nombreuses décennies ; ces forges n'ont cessé toute activité qu'en 2010.

[1] Voir Arch. dép. Jura, Q45 : vente de biens d'émigrés, bordereaux d'indemnité.

[2] Voir Arch. dép. Jura, Q61 : vente de biens d'émigrés, bordereaux d'indemnité.

[3] Voir Arch. dép. Jura, 110 J 2.

[4] Les documents de l'entrepôt de Lons-le-Saunier sont classés en fonds annexe à la fin de cet inventaire.

[5] Ces documents se trouvent en fonds annexes, à la fin de cet inventaire et sont présentés ici comme autant de sous-fonds.

[6] Max Roche, dans son étude sur Bourg-de-Sirod (Arch. dép. Jura, 2J899), avance une existence dès le XIV^e siècle tandis qu'en 1557, un acte évoquerait explicitement les forges. Nous n'avons pas retrouvé les actes mentionnés.

[7] Arch. dép. Jura, 4E14/261 : bail emphytéotique signé auprès de Maître Doubey, notaire à Château-Chalon.

[8] Détail donné dans le livre d'Annie Gay, *Les Jobez, maîtres de forges jurassiens au XIX^e siècle*, Saint-Gingolph, Cabédita, 2002, 191 p. (Arch. dép. Jura, Arch. dép. Jura, 8°F1028). L'acte en lui-même n'a pu, à ce jour, être retrouvé.

[9] Arch. dép. Jura, 4E7670, minute notariale de Maître Perrenet, notaire à Champagnole.

[10] Acte non retrouvé mais qui pourrait être simultané à l'achat définitif de la fonderie de Baudin par Claude Jobez. Cette usine était gérée jusqu'alors en coopération entre Etienne Monnier et la famille Morel, car les deux usines s'alimentaient mutuellement en matières premières (Arch. dép. Jura, 110 J 2).

[11] Cette société, instaurée en 1854 par les forges de Fraisans associées à plusieurs forges de la Franche-Comté, et dont le siège, de Fraisans, se déplaça à Besançon, a laissé un fonds d'archives, hélas partiellement incendié, aujourd'hui consultable aux Archives départementales du Doubs. Les cotes qui intéressent particulièrement Bourg-de-Sirod sont 61J1, 61J10 et 61J16.

[12] D'après le dossier d'étude du fourneau de Rochejean numérisé et en ligne sur la base électronique Mérimée, <http://www.culture.gouv.fr/documentation/memoire/HTML/IVR43/IA00014211/index.htm>. L'acte cité n'est pas référencé.

[13] Arch. dép. Doubs, QBN 208.

[14] Aujourd'hui commune de Villers-sous-Chalamont.

[15] Arch. dép. Doubs, 28S6.

[16] En 1985 et 2015, fut successivement confiée aux Archives du Jura une partie importante des papiers des forges exploitées au XIX^e siècle par les Jobez et Carnot (fonds 34 et 34J bis). Voir l'introduction de ce double fonds pour plus de détail sur l'historique de ces forges fermées en 2010 seulement. Ne sont évoqués ici que les faits relatant la gestion Monnier de ces forges.

[17] Voir dossier d'autorisations d'exploitation, Arch. dép. Jura, Sp 2412, et plans des bâtiments de l'usine, Arch. nat. F14/10296.

Histoire de la conservation :

Les installations industrielles, en premier lieu le fourneau, furent détruites à la cessation d'activité de l'usine, conformément à la législation en vigueur. Une association des Amis de Baudin, rassemblant notamment d'anciens ouvriers de la fonderie, se créa rapidement pour conserver la mémoire industrielle des lieux en instaurant et gérant un musée sur l'histoire et la production de l'usine, dans l'un des bâtiments subsistants du site de Baudin. Parmi les membres de l'association, Monsieur Bernard Bichon, professeur d'histoire et géographie à Lons-le-Saunier, passionné par l'histoire de Baudin et de la Bresse jurassienne, tint un rôle majeur ; il fixa les jalons fondamentaux de l'histoire du site et assura en grande partie le contenu scientifique du musée. Son action s'appuyait en grande partie sur les archives de l'usine qu'il trouva dans un bâtiment abandonné de Baudin, jonchant le sol. Il les sortit, retira de la masse les papiers irrécupérables par la moisissure et autres avaries ; le premier, il nettoya et dépoussiéra ce qui était encore en état, puis en entreprit le classement. Il sépara judicieusement les séries de registres qu'il identifia et reconstitua peu ou prou vu les circonstances, des papiers en liasses qu'il rangea dans de petits cartons. Le tout fut porté au grenier d'un autre bâtiment du site, plus sain quoique d'accès malaisé. Monsieur Bichon rédigea un récolement des dossiers et registres ainsi

récupérés, auquel il mit la dernière main en 2007. Ce sauvetage remarquable permit à ce dernier d'étudier le premier globalement ces documents, de publier en 2007 des pages avisées sur l'histoire du site (*Chez les machurés*), mais aussi de sensibiliser Madame de Labriffe, propriétaire des lieux et des documents, ainsi que ses enfants, pour conserver de façon adéquate ce fonds sauvé *in extremis* de la pourriture et pour retrouver d'autres documents à l'intérieur de la maison de maître.

Une première négociation fut entamée avec le directeur des Archives départementales du Jura, Georges Cuer, en 2004 tendant à un dépôt du fonds aux Archives du Jura. Une seconde négociation directe s'ouvrit en août 2005 avec Patricia Guyard, nommée directrice des Archives en mai de la même année, afin que le transfert des documents fût un don, seul statut juridique assurant la conservation pérenne d'un fonds dans l'intérêt du public et des chercheurs. Les archives de la fonderie Baudin furent effectivement données par Madame de Labriffe aux Archives départementales du Jura par lettre du 22 octobre 2005, accompagnée du vote favorable du Conseil général du Jura. La collecte eut lieu les 19 et 20 avril 2006 avec le concours de nombreux membres de la famille de Labriffe et Monsieur Bichon ; chaque registre, chaque carton fut de nouveau dépoussiéré sur place avant d'être descendu et emmené à Montmorot. L'ordonnancement donné par Monsieur Bichon aux documents fut respecté au cours de ce transfert de quelques 55 mètres linéaires de documents. Un deuxième ensemble de documents fut remis par Bernard Bichon de la part de Madame de Labriffe le 26 novembre 2006, d'un volume de 5 ml.

Les liens tissés entre la famille de Labriffe, le Conseil général et les Archives toujours avec la coopération de Monsieur Bichon, pour valoriser le site de Baudin, mais aussi une étude entreprise par une étudiante de l'Université de Besançon sur Edmond Monnier (Master II d'histoire) nécessitant de recourir aux archives familiales, furent à l'origine de l'appel de Madame de Labriffe et de sa fille aînée aux Archives du Jura à l'été 2013 ; la famille s'inquiétait de l'état matériel et du sort des papiers familiaux des Monnier conservés au « château ». La directrice des Archives récola sur place et reconditionna en urgence les documents rassemblés dans une des salles de la maison en août 2013 tandis que, par lettre au Département du Jura du 15 septembre 2013, Madame de Labriffe confirma sa volonté de donner aux Archives départementales ce fonds d'archives de la famille Monnier papiers personnels, papiers des propriétés foncières - de la fin du XVIII^e siècle aux années 1930, excluant du don les papiers de son père. Complémentaires au fonds de l'entreprise, ces quelques 11 mètres d'archives collectés les 17 et 18 avril 2014 par les Archives après un nouveau vote favorable du Conseil général du Jura, apportent un éclairage sur la personnalité, le mode de vie, les influences, les goûts et les idées des membres de la famille propriétaire de la fonderie de Baudin. Une partie de ces documents concernait toutefois la gestion et l'administration de cette usine ; elle fut réintégrée dans le fonds de l'entreprise alors déjà classé. A contrario, devaient trouver place dans ce fonds familial des documents trouvés parmi le fonds industriel de Baudin donnés en 2005. Dans ces deux parties de fonds enfin se trouvaient des papiers relatifs aux forges jurassiennes dont la famille Monnier avait été propriétaire ou associée, ou encore aux associations que des membres de la famille fondèrent ou administrèrent, en particulier la Société Saint-Vincent-de-Paul pour la constitution de laquelle la famille Monnier joua un rôle de premier ordre à Paris et à Baudin. Ces papiers formaient autant de petits « fonds » ou ensembles annexes aux fonds industriel de Baudin et familial.

Modalités de sélection des documents :

Le classement du fonds industriel débuta rapidement après son transfert aux Archives par Madame Bluet, assistante de conservation, relayée par Anaïs Comte, adjointe qualifiée du patrimoine. Le récolement de Bernard Bichon fut une base de travail mais qu'il fallut reprendre totalement sur le fonds et la forme pour respecter les règles en vigueur sur l'ordonnancement et la description des archives. Toutefois, ne fut pas remise en cause la séparation matérielle du rangement des séries de registres à part des liasses et des plans, pour d'évidentes raisons de gain de place sur les tablettes du magasin d'archives et de préservation des documents. Si la cotation des documents est continue sur l'inventaire, le rangement des séries de documents ne l'est donc pas sur les tablettes. Le classement du fonds familial, alors que venait de s'achever celui du fonds industriel, débuta immédiatement après le second don entre la fin de 2014 et 2016. En 2016 furent classés les papiers des petits ensembles annexes.

Le présent inventaire fait se succéder clairement deux fonds principaux, dotés chacun d'un plan de classement spécifique (archives d'entreprise d'une part, archives familiales de l'autre), inspiré des recommandations officielles des Archives de France en la matière et adapté au contenu des fonds.

S'il n'a pas été détruit de documents parmi les archives familiales Monnier, une sélection a été faite parmi les registres et documents comptables de détail et de caisse du fonds industriel, l'essentiel de la comptabilité et des mouvements financiers étant restitué par les séries de comptabilité générale, les dossiers de clients et fournisseurs (tous conservés), la comptabilité matière à la production et la paie du personnel.

Malgré les dépoussiérages successifs des documents, y compris lors du classement du fonds aux Archives, une partie des registres, couverts d'une simple toile, vit réapparaître de la moisissure. Ce problème sanitaire a obligé la direction des Archives à prendre des mesures de quarantaine drastique et à envoyer préventivement tous les registres en décontamination en 2013 pour éradiquer des germes latents qui entraîneraient une invasion ultérieure. Un ultime dépoussiérage eut lieu au retour des registres, et, en 2016, leurs reliures furent recouvertes de papier de conservation sur mesure à l'atelier de reconditionnement des archives par Mesdames Claudine Antonio et Anaïs Comte. Depuis 2015, les campagnes annuelles de restauration des Archives du Jura auprès d'entreprises spécialisées comprennent plans et registres incommunicables du fonds en raison de leur mauvais état matériel tandis que quelques plans ont été restaurés à l'atelier de reliure-restauration des Archives par Madame Estelle Arquès.

Inventaire en mode texte disponible :

- Anaïs Comte, Isabelle Bluet, Patricia Guyard (dir.), *Fonds de la famille Monnier et des forges de Baudin, répertoire numérique détaillé*, Montmorot, Archives départementales du Jura, 2014-2016 (avec introduction, table des matières, index, annexes). L'inventaire papier est disponible en salle de lecture des Archives tandis qu'une [version au format pdf](#) et la version en xml-ead ci-dessous sont visibles sur le présent portail.

Description physique :

Importance matérielle : 60 ml

Importance matérielle : 608 articles

Existence et lieu de conservation d'autres documents originaux du fonds :

Archives départementales du Jura

Existence et lieu de conservation de documents liés au fonds ou aux actes :

Archives départementales du Jura.- Fonds privés donnés ou déposés (série J)

Papiers et travaux d'érudits et chercheurs (sous série 2 J)

Max Roche, Liste et notices biographiques des curés de Baudin, 1999 (2J766) ; familles Jobez et Monnier, maîtres de forges, 1999 (2J786).

Paul Hubert Le Mire, Ascendance et parenté maternelles de la famille Monnier (cahier n°2, septembre 1982, 81 p. + annexes et index, 2J1114). Ascendance et parenté maternelles. De la famille Jobez (cahier n°3, octobre 1982, 73 p. + annexes et index, 2J1115).

J. C. Charnoz, *De la Forêt à la forge, du charbon de bois à la fonte, la forge de Baudin*, février 2003 (2J1128).

Fonds privés constitués

Fonds Jobez (34 J).- Particulièrement papiers d'Emmanuel Jobez, propriétaire des forges de Syam et de la villa palladienne qui s'y rattache, frère d'Adélaïde Jobez, épouse de Marie-Etienne Monnier (Emmanuel Jobez a eu de nombreuses relations avec sa sœur et la famille Monnier).

Fonds Carnot, Jobez, Duschène Fournet (34Jbis), complémentaire au fonds Jobez 34 J.

Fonds Braud, géomètre (47J).- Plan de la chapelle de Baudin (47 Jplan 90-92) ; plan après litige d'une parcelle de terrain à Sapois appartenant à la famille Monnier (47 Jplan 171). Aménagement des bois situés à Crotenay pour exploitation des forges de Syam. (47 Jplan 232)

Fonds Gréa (144 J).- particulièrement papiers de Lucie, épouse de Désiré Adrien Gréa, fille de Marie-Etienne Monnier et Adélaïde Jobez, mère de Dom Gréa et d'Emmanuel Gréa, industriel et successeur de la dynastie.

Rivières non navigables et usines hydrauliques (fonds de la préfecture et du service hydraulique des Ponts et chaussées, 1800-1940, sous-série 7 S)

Foncine-le-Bas (rivière de la Saine).- Scierie Jobez-Monnier, 1828-1865 (Sp2367).

Syam.- Usine Jobez et Monnier, 1813-1820. Usine des héritiers de Vve Jobez, 1844. Irrigation des Lentillières appartenant au sieur Jobez, 1866 (Sp 2412).

Sellières (rivière de la Brême).- Usine Monnier-Jobez Marie-Etienne, 1846 (Sp2418).

Toulouse (rivière de la Brême).- Haut-fourneau de Baudin, 1812-1841. Forges de Jobez. Haut-fourneau, 1832-1833 (Sp 2429).

Fonds, versements et documents des administrations postérieurs à 1940 (série W)

Préfecture du Jura, administration générale.- Société mutualiste de la fonderie, 1929-1952. (249 W 447).

Comité départemental de Libération.- Commission du travail : procès-verbal, correspondance, 1944 (332 W 119).

Direction départementale des renseignements généraux.- Dossier individuel de personnalités du département (politiques ou civiles) décédées, dont Laurent Monnier, 1944-1975 (1782W223).

Service départemental de l'architecture et du patrimoine.- Dossier de classement d'une partie des bâtiments de Baudin au titre des Monuments historiques, 1993 (2127 W 22-23).

Archives départementales du Doubs.

Fonds privés

Fonds de la Société des forges de Franche-Comté.- Documents relatifs aux forges de Bourg-de-Sirod (61J1, 10 et 16).

Rivières non navigables et usines hydrauliques, 1800-1940 (sous-série 7 S)

Rochejean.- Autorisation préfectorale du attestant la propriété des forges de Rochejean à Claude Jobez, de Morez, 20 juillet 1812 (28 S 6).

Bien nationaux (sous-série 1Q)

Adjudication des forges de Rochejean à Lombarde fils aîné et frères, de Jougne, 23 mars 1792 (QBN 208).

Archives départementales de l'Aube

Fonds privés

Fonds de l'évêché de Troyes.- Actes épiscopaux : mandements, lettres et instructions pastorales, 1906-1924 (lacunes de 1907-1921 ; 112 J 380).

Bibliothèque

En souvenir de la nomination du sacre et de l'intronisation de Mgr Laurent Monnier, évêque de Troyes, 1907, 80 p (HB 185).

Statuts synodaux et manuel pratique à l'usage des prêtres du diocèse de Troyes, 1922, 196 p. (HB 1223)

Petit catéchisme du Diocèse de Troyes, imprimé par ordre de Mgr Laurent Monnier pour être seul en usage dans son diocèse, 1912, 39 p. (HB 1275).

Archives diocésaines de Troyes

Un certain nombre de documents conservés aux archives diocésaines de Troyes concernent Laurent Monnier, évêque de ce diocèse de 1907 à 1927. La liste de ces documents est annexée à cet inventaire.

Archives du ministère de la Défense

Dossier militaire de Marie Marcel Xavier Georges Monnier (GR 6Yf 57626).

Bibliographie :

Bernard Bichon, *Chez les machurés... Histoire de l'usine métallurgique de Baudin (1794-1959)*, Toulouse-le-Château, les Amis des forges de Baudin et Lons-le-Saunier, Société d'émulation du Jura, 2007, 239 p. (Arch. dép. Jura, 4°F 568).

Yves Cranga, Christian Rochet, Jacques Berlioz (dir.), *Le Jura politique et administratif. Liste des responsables politiques et administratifs du département du Jura de 1800 à nos jours*, Montmorot, Archives départementales du Jura, 1980, 148 p. (Arch. dép. Jura, 4°F 367).

Annie Gay, *Les Jobez. Maîtres de forges jurassiens au XIXe siècle*, Saint-Gingolph, Cabedita, 2002, 191 p. (Arch. dép. Jura, 8°F 1028).

Henri Jousserandot, *Haut-fourneau et fonderies de Baudin (Jura). Le travail à l'usine*, Toulouse-le-Château, les Amis des forges de Baudin, 1999, 44 p. (Arch. dép. Jura, Br 3396).

Lionel Sornay, *Haut fourneau et fonderie de Baudin. Monographie d'une usine sidérurgique traditionnelle au XIXe siècle*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine sous la direction de Jean-Claude Daumas, besançon Université de Franche-Comté, 2000, 198 p. (Arch. dép. Jura, 4°F 417).

Camille Grandmaison, *Idées sociales d'Edmond Monnier (1812-1885) et patronage aux forges de Baudin*, mémoire de master 2 "histoire politique, sociale et culturelle de l'Europe de l'Antiquité à nos jours, sous la direction de Jean-Claude Daumas, Besançon, Université de Franche-Comté, 2015, 281 p. (Arch. dép. Jura, 4°F 731).

Mots-clés

Géolocalisation Baudin, lieu-dit

Personne (physique ou morale) Forges de Baudin